

DE L'ARGENT POUR L'ÉCOLE, LES SERVICES PUBLICS, LES SALAIRES PAS POUR LA GUERRE !

En augmentant la loi de programmation militaire de 36 milliards d'euros pour la porter à 450 milliards sur la période 2024-2030 le gouvernement affiche clairement ses priorités que nous dénonçons fermement. Celles-ci se traduisent par une offensive sans précédent contre les services publics, les travailleurs, les chômeurs, la jeunesse et la sécurité sociale, tous frappés par des coupes budgétaires historiques.

NON à l'embrigadement idéologique de la jeunesse

Service National Universel (SNU) -> Service National Volontaire (SNV), "Classes défenses", guide "acculturer les jeunes à la défense", la loi visant à "renforcer l'enseignement à la défense nationale dans le cadre du parcours de citoyenneté", ...

Tous ces dispositifs visent à faire de l'École un lieu d'endoctrinement et de militarisation là où l'Education Nationale devrait viser à instruire et à éveiller l'esprit critique avec pour but l'émancipation de la jeunesse.

NON aux budgets de guerre qui accélèrent la casse de l'École

Alors que les crédits militaires explosent, les moyens pour l'École fondent. La réalité de ce basculement est brutale : 4000 suppressions de postes en France et des centaines de milliers de personnels maintenus dans la précarité. Sans compter les attaques nombreuses contre le statut que l'exécutif rêve de voir disparaître !

En Haute-Loire, 12 classes fermées dans les écoles, 1 école rayée de la carte, 9 classes en moins dans les collèges et 35 élèves par classe en lycée.

Abandon de la loi de programmation militaire et de la loi rectificative Abandon des 36 milliards supplémentaires

Non à l'article 23 qui transforme la « journée défense et citoyenneté » en « journée de mobilisation » pour « une sensibilisation aux activités militaires » et une information sur les possibilités d'engagement « comme militaire actif ou de réserve ».

Le gouvernement s'apprête à envoyer ses recruteurs à travers le pays, déterminé à sacrifier la jeunesse sur l'autel de la guerre.

Non à l'article Article 21 **qu'instaure le régime d'exception et qui peut donner les pleins pouvoirs au gouvernement contre les libertés individuelles et collectives ! Le principe de séparation des pouvoirs doit être respecté !**

**NOUS
EXIGEONS**

L'annulation de toutes les suppressions de postes et de classes

Abandon du SNU et du SNV : arrêt de l'embrigadement de la jeunesse

Augmentation de la valeur du point d'indice

Blocage immédiat des prix des carburants

Cessez-le-feu entre l'Ukraine et la Russie, en Iran, au Liban, et arrêt du génocide en Palestine

REUNION PUBLIQUE LE MARDI 23 JUIN A PARTIR DE 18H AU PUY*

**Le lieu sera défini prochainement*



Les FNEC FP-FO 43, FSU 43, CGT Educ'action43, SUD Education 43 appellent les personnels, les parents, les élus à participer à la réunion publique pour dénoncer :

- La loi de programmation militaire et sa réactualisation et ses conséquences sur les services publics
- L'embrigadement et la militarisation de la jeunesse
- Conditions de travail des personnels intenable
- Dégradation des conditions d'apprentissages de la jeunesse